

Mentions légales

En vigueur au 04/04/2022

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, ci-après l'"**Utilisateur**", du site www.anjou-batiment.fr, ci-après le "**Site**", les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le Site par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le Site à la rubrique « Mentions légales ».

ARTICLE 1 - L'EDITEUR

L'édition du Site est assurée par ANJOU BATIMENT SARL au capital de 7622 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint Barthelemy d'Anjou sous le numéro 418671269 dont le siège social est situé au 11 rue du rocher,
Numéro de téléphone 0241603420,
Adresse e-mail : info@anjou-batiement.fr.
N° de TVA intracommunautaire : FR 07 418 671 269
Le Directeur de la publication est BULUT Békir
ci-après l'"**Editeur**".

ARTICLE 2 - L'HEBERGEUR

L'hébergeur du Site est la société IONOS, dont le siège social est situé au 7, place de la Gare 57200 SARREGUEMINES, avec le numéro de téléphone : **0970808911** + adresse mail de contact

ARTICLE 3 - ACCES AU SITE

Le Site est accessible en tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension du Site, l'Editeur ne saurait être tenu responsable.

ARTICLE 4 - COLLECTE DES DONNEES

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du Site, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.

Rédigé sur <http://legalplace.fr>